

Déclaration publique de l'Alliance ACT sur la solidarité et la démocratie au Brésil

Le Brésil fait face à une grave crise politique, sociale, économique et environnementale. Cette crise se caractérise par la menace réelle qu'elle représente pour l'état de droit démocratique, ce qui se manifeste par une menace contre les libertés publiques, l'attaque contre les droits humains et contre d'autres garanties fondamentales présentes dans la Constitution fédérale.

Le processus électoral de 2018 s'est déroulé dans un contexte de violence politique, comparables aux vagues fascistes du passé. Le symbole de la swastika est apparu dans différents lieux publics, en particulier des universités, des espaces fréquentés par la communauté LGBTI+ et des églises.

Une autre caractéristique de ce processus électoral a été l'instrumentalisation de la religion par les politiciens. Des évêques, des pasteurs et des prêtres ont usé de leur influence religieuse pour apporter leur soutien à des projets politiques clairement contraires aux droits humains, puisqu'ils renforcent l'accès aux armes pour la population civile, défendent le patriarcat, et nient les droits des femmes et des LGBTI+. En plus de subir une crise de ses institutions, telles la Cour suprême fédérale et le Ministère public fédéral, le Brésil vit une crise des institutions ecclésiales. Comme cela s'est vu dans d'autres pays, en particulier le Royaume-Uni et les États-Unis, les *fake news* ont inondé le processus électoral au Brésil.

Les résultats électoraux ouvrent la voie à une poussée des positions fascistes. La démocratie est en danger.

Le contexte actuel se caractérise par une augmentation de l'intolérance, du racisme et de la violence. On assiste à une augmentation de la violence basée sur le genre et à un recul de la justice de genre. Les violations des droits humains contre la population noire sont une pratique systématique ; les données d'ONU Femmes sur les homicides des jeunes hommes noirs révèlent le pouvoir d'extermination du racisme brésilien : il y a 63 morts de jeunes hommes noirs par jour. Et au sein des populations autochtones, plus de 100 personnes sont tuées chaque année, 800 meurent de malnutrition et de maladie (10% des enfants de moins de 5 ans) par an, et on note déjà plus de 100 suicides de membres des communautés autochtones chaque année¹.

L'Alliance ACT dénonce la persécution constante des Afro-Brésiliens et des spiritualités autochtones, qui continuent à subir des menaces de plusieurs ordres, et affirme la valeur de la diversité religieuse. Les pressions subies révèlent les connexions existant entre les intérêts financiers de groupes liés à l'industrie minière, l'agrobusiness et le marché de l'immobilier, dans la mesure où l'une des formes de déterritorialisation des traditions autochtones est précisément d'attaquer ou d'éliminer leurs religions – qui soutiennent leur représentation du monde et leur sens de la vie.

Nous sommes préoccupés par l'augmentation des crimes contre les défenseurs des droits humains, avec des arrestations arbitraires, des démarches de criminalisation et des assassinats. Selon la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États Américains (OEA), trois meurtres de

¹ Rapport: Violence contre les peuples autochtones au Brésil: données pour 2017. Conseil missionnaire autochtone - CIMI. 2018. https://cimi.org.br/wp-content/uploads/2018/09/Relatorio-violencia-contra-povos-indigenas_2017-Cimi.pdf

défenseurs des droits humains sur quatre se sont produits en Amérique latine, d'abord au Brésil et en Colombie, avec en moyenne un meurtre tous les cinq jours au Brésil.

La publication le 15 octobre 2018 du Décret 9.527, qui a créé le Groupe de travail du renseignement pour la confrontation du crime organisé, sans clarifier ce qui est défini comme crime organisé, a fait naître la crainte que soient ciblés, persécutés et criminalisés les organisations de défense des droits humains et les mouvements sociaux qui œuvrent en faveur de la justice sociale, des droits humains et de l'organisation populaire.

Nous, en tant qu'organisations confessionnelles, nous trouvons en face d'un impératif éthique et prophétique.

Notre foi est politique dans la mesure où elle assume la responsabilité des chrétiens issue du Baptême. C'est cette foi qui nous engage inconditionnellement à défendre la dignité humaine, à nous soucier du bien commun, à faire vivre une culture de paix et de non-violence, à promouvoir les droits humains et la justice, clairement affirmés dans l'Évangile, en particulier dans les Béatitudes (Mt 5:3-12), et dans la pratique de la miséricorde (Mt 25 :31-46).

C'est pourquoi nous dénonçons :

- le fascisme et les menaces qu'il fait peser sur la démocratie ;
- la persécution des Afro-Bréiliens et des spiritualités autochtones, en affirmant l'importance d'affronter l'intolérance religieuse ;
- la violence de genre ; et
- la criminalisation et les assassinats de défenseurs des droits humains, civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux dans les mouvements sociaux, les réseaux et les organisations de militantisme et de solidarité sociale.

Et nous appelons à l'action :

- les gouvernements et les organisations internationales, pour qu'ils dénoncent cette situation et agissent pour protéger et garantir la sécurité de ceux qui se battent pour la cause de la justice et de la paix, les défenseurs des droits humains ;
- la solidarité internationale sous ses différentes formes – diaconie, aide humanitaire, financement multilatéral ou étatique – pour que soient garantis des processus économiques de modèle inclusif, qui respectent l'auto-entreprise, l'auto-organisation et la participation des peuples traditionnels, des minorités et de toutes les personnes et communautés exclues du marché du travail et de ses productions, et que soit garantie une utilisation des richesses du pays qui réduise les inégalités socio-économiques, afin de « Ne laisser personne sur le bord de la route », selon les engagements de l'Alliance ACT dans son document *Transformer le développement* ;
- les organes multilatéraux de plaidoyer, pour qu'ils défendent la règle de droit et la démocratie, qu'ils protègent, garantissent et promeuvent le respect permanent des droits économiques, sociaux et culturels, et pour qu'ils s'investissent dans tous les mécanismes possibles, pour réduire les inégalités et garantir la justice de genre, en collaboration avec tous les membres de notre Alliance et les autres forums d'ACT, ainsi qu'avec d'autres forums et réseaux de défense des droits humains, et toute la communauté œcuménique mondiale ;

- toutes les initiatives interreligieuses qui reconnaissent l'importance d'une démocratie directe, participative et globale, afin qu'elles fassent connaître l'importance de l'État laïc, qui doit garantir la libre expression de toutes les religions, et qui devrait orienter les politiques publiques pour qu'elles se basent sur les droits civiques et constitutionnels, et non sur une religion spécifique.

FORUM CECUMÉNIQUE D'ACT BRÉSIL (FEACT BRAZIL), OCTOBRE 2018.